

Une toilette publique autonettoyante bientôt installée dans le centre-ville

Réclamée par de nombreux habitants, une première toilette publique va faire son apparition dans le centre de Soignies. La Ville vient d'obtenir son permis d'urbanisme et les travaux sont prévus dès la fin du mois d'août.



ILLUSTRATION

Les Soigniens de passage dans le centre-ville pourront bientôt se soulager sans devoir nécessairement pousser la porte d'un café : depuis quelques mois, la Ville a pour projet d'installer une toilette publique : elle a récemment obtenu le feu vert. « C'était une demande importante de la part des citoyens ».

bienn Windel d'50. Un besoin pensant ne se contenter pas et découle parfois d'une condition médicale. Si l'ONU considère l'accès aux toilettes

la pratique, en Belgique et particulièrement dans les villes de plus petite taille et à la campagne, ce n'est pas toujours évident. « On s'attend à ce qu'un

La cabine prendra place sur la petite placette située entre le centre culturel Victor Jans et la rue des Orphelins, en plein cœur du centre-ville, tout en restant dans un espace relativement discret. Le permis d'urbanisme a été délivré le 16 juillet dernier.

DÉBUT OCTOBRE

Particularité : « Il s'agit d'une toilette autonettoyante », souligne la bourgmestre, avec un système qui fonctionnera après chaque utilisation. « On va passer aussi par une entreprise privée pour venir de temps en temps nettoyer ». La bour-

même au civisme : « Il compte vraiment sur le respect des gens pour permettre à ce qui est en fait un service de l'utilité dans de bonnes conditions. » Fin août ou début septembre les équipes communales parcourront le terrain avec la saison d'une dalle en béton de l'évacuation. Les travaux à l'eau et à l'électricité suivront, avant l'installation de la toilette publique début octobre.

Soignies internationale monument

par Thomas Catteau

Soignies



SOIGNIES

De gros changements dans les comités de Soignies Sports

L'organisation interne va profondément changer du côté de Soignies, et cela a déjà commencé depuis plusieurs semaines. Un nouveau modèle qui s'orchestre déjà avant la rentrée en D3 FFA.

BELGIQUE
La Libre

DH
LES SPORTS+

LE SOIR

ACTV
ANTENNE CULTURE TV

Les Belges n'arrivent plus à payer leur précompte immobilier

TAXES

À Bruxelles, près d'un propriétaire sur cinq a demandé un plan de paiement l'an dernier. Depuis le début du mois de juillet 2026, le nombre de demandes a explosé de 36%.

Les avertissements extraits de rôle pleuvent dans les boîtes aux lettres depuis le début d'un été caniculaire. Mais pour de nombreux propriétaires, c'est la douche

disse (+10,35%). À Bruxelles, Saint-Josse-ten-Noode frappe le plus fort avec une hausse de plus de 20,42%, devant Koekelberg (+25,88%), Ganshoren (+19,75%), Auderghem

ou un échelement pour payer leur précompte immobilier, contre environ 65.000 en 2024 et 58.000 en 2023. L'impact de l'augmentation des centimes additionnels au précompte immobilier dans plusieurs communes se fait déjà fortement ressentir au sein de l'administration fiscale. Entre le 1^{er} juillet de cette année - date des premiers envois

Ainsi, en 2021, 26.348 Bruxellois avaient bénéficié d'un plan de paiement contre 19.280 l'année précédente (+ 36,66%). En 2023, la hausse atteignait 26,73%, 12,71% en 2024 et 10,76% l'année passée. 42.061 propriétaires bruxellois ont bénéficié d'un tel plan.

■ En 4 fois à Bruxelles, 12 fois en Wallonie

NAAST

La ferme du Château se relève de l'incendie et



Une Soignienne, une spirit et un gin à la fraise. © David Dierckx

cools à base de fraises issues de sa production, en collier avec la distillerie Plus Outre, à Binche.

LOVE TROUVÉ

Quelques jours après l'incendie qui a détruit un hangar de la Ferme du Château, à Naast, emportant avec lui du foin et du matériel agricole coûteux, Ghislain Wayemborgh a lancé de nouveaux produits plutôt inhabituels pour une exploitation agricole. C'est

avec « un goût à terre mais le regard droit sur l'horizon, toujours déterminé que nous vous présentons nos 3 bébés de la saison : une liqueur, un spirit et un gin à la fraise. » Un timing qui relève « du pur hasard », puisque le projet était dans les cartons depuis bien avant le sinistre, mais qui est plus que bienvenu. « Il y avait un regard sur nous, et j'avais justement la

de Binche. Les fraises sont l'alcool. » La macérer pe maites, puis de la distilla adapté le n épices, etc. »

■ UN REGAIN DE FRÉQUENTATION
De cette production sont

Soignies Sports. En les choses se sont faites, petit à petit, depuis le début d'année, pour en arriver aujourd'hui à une toute nouvelle organisation qui s'est en outre qu'à ses balles, mais s'entraîne maintenant selon David Dierckx, président du club. « Une réorganisation intense était nécessaire car nous n'étions que trois ou quatre dans le comité », résume celui qui a guidé pas mal de campagnes au sein des instances du football belge. Vice-président national du Conseil Supérieur, membre du Conseil Supérieur D3.



DT4 – Bibliothèques, ludothèque & EPN



LA GAZETTE



Cours particuliers: "C'est cher mais aider son enfant n'a pas de prix"

ENSEIGNEMENT

Maths, français, langue, méthode de travail... Des parents cherchent une aide dès la primaire désormais.

Remise à niveau, préparation à une évaluation, méthode de travail... La volonté des parents que leur enfant réussisse les pousse à se tourner vers la jungle des cours particuliers.

Cathy s'en sort cette fois-ci avec 60€/h30 pour son fils en français et en maths. "On a prévu une aide les deux premiers mois de la rentrée et ensuite de voir comment les notes évoluent. C'est un peu cher mais on n'a pas le choix, aider son enfant n'a pas de prix", commente la maman. "L'accompagnement à l'école est insuffisant et les cours sont de plus en plus difficiles."

Recourir à des cours particuliers n'a rien d'inédit. Mais le profil des élèves à aider rajeunit. "Par rapport à l'année précédente, on a 15% de demandes plus en primaire pour septembre. C'est une petite augmentation qu'on n'explique pas", note Mathieu Vrancken, directeur de la Student Academy.

My Cherpa constate aussi une augmentation des besoins chez les enfants. "Les primaires ont clairement pris le pas sur les secondaires. La demande

reste pour le milieu ou la fin des primaires. Beaucoup d'élèves qu'on suit sont en secondaire avec des lacunes qui remontent aux primaires. Ils auraient mieux fait de demander de l'aide plus tôt car on peut réussir sans maîtriser la matière et vers le milieu des secondaires le château de cartes fragile s'effondre", pointe le cofondateur Michaël Houben.

Cette année, le seuil de réussite des évaluations certificatives externes est passé à 60%. L'information n'a pas échappé aux parents car certains anticipent et prennent des dispositions. "On a déjà des demandes pour le programme de préparation au CEB qui se fait à Carnaval et Pâques alors qu'on est en septembre", souligne Michaël Houben. "Il y a parfois une peur des parents mais ce qui est important, ce n'est pas de réussir le CEB mais de maîtriser la matière."

Plus de 100€/heure

Helena cherche un prof particulier pour son fils en 2e primaire. "Il faut revoir la lecture, l'écriture et le calcul. Mais c'est compliqué de s'y retrouver et les prix ne cessent d'augmenter. On m'a proposé de l'aide à 70€/heure!"

Sur les plateformes telles que Superprof et Apprenatus, les tarifs peuvent vite grimper. L'un propose ses services en math et en physique aux élèves de minimum 7 ans pour 85€/heure. Le coaching scolaire

d'une autre s'élève à 84€/heure. Un autre garanti une approche personnalisée et rigoureuse en maths pour "atteindre son plein potentiel académique" à partir de 1.710€/heure.

"On a déjà des demandes pour la préparation au CEB."

Cours de maths, économie, anglais sur mesure à partir de 108€/heure par une consultante économique diplômée en économie appliquée. Les infrastructures comme Student Academy et My Sherpa qui garantissent un suivi et une qualité des professeurs particuliers tournent autour de 34€-38€. "Les plateformes font juste l'intermédiaire, c'est aux personnes de déclarer les revenus. C'est très facile de trouver moins cher et plus cher que nous. Ce n'est pas parce qu'ils demandent beaucoup, qu'ils donnent cours pendant longtemps. Souvent les profs combinent. Ils mettent des cours à plus de 70€ et acceptent de baisser leur tarif pour nous car c'est déclaré et qu'ils savent qu'on a beaucoup de demandes", explique Mathieu Vrancken.

Cathy a recouru aux services de trois personnes avant de trouver la bonne.



Les difficultés des enfants sont identifiées dès la primaire. © SHUTTERSTOCK/MISHCHENKO SVITLANA

Zhen-Zhen Zveny

“Je pleure sur le chemin de l'école... Avant, j'y allais en chantant!”

ENSEIGNEMENT

Crise dans l'enseignement, des profs liégeois font un 1er bilan des réformes.

Après des mois d'absence de dialogue, nous avons décidé de produire le travail que la Fédération Wallonie-Bruxelles refuse de fournir”, déclarent les professeurs de l'Institut Sainte-Thérèse d'Avila, à Chênée. “Ces réformes ont été présentées comme un ensemble cohérent, dont les effets sur l'emploi et sur les conditions de travail seraient globalement limités”, écrivent-ils. À la rentrée 2026-2027, il n'existait pourtant aucune photographie systématique de ce qui se passe réellement dans les établissements”.

Une équipe a dès lors décidé de rédiger un “état des lieux post-réforme”. Cette enquête a été menée auprès d'enseignants du secondaire de la FWB à la rentrée 2026-2027, entre le 9 et le 20 septembre derniers. Au total, 648 réponses exploitables ont été collectées.

■ Façon de procéder

Ce questionnaire officiel, composé de 19 questions, a été rédigé par un collectif d'enseignants grévistes.

Ainsi, 29,5% des répondants indiquent avoir perdu des heures, devoir partager leurs classes avec un collègue et/ou devoir

compléter leur horaire dans une autre école et/ou dans une autre filière. Aussi 40,1% subissent-ils “au moins une dégradation de leur situation, y compris un changement significatif d'attributions”. Pour rappel, l'un des points votés en juin dernier par le gouvernement Arizona, c'est l'augmentation de la charge de travail face classe à 22 heures (contre 20 heures initialement) sans compensation salariale. Dans ce cadre, les périodes de cours ont dû lar-

gement être redistribuées et des jeunes enseignants ont vu leurs heures s'envoler au profit de professeurs avec plus d'ancienneté.

Mais ce bilan a aussi laissé place à un élan de solidarité entre les collègues puisque certains ont même décidé de passer à temps partiel afin de permettre à d'autres enseignants de garder leurs heures.

■ Santé impactée

Dans la plupart des cas, les répondants ont abordé, d'eux-mêmes, la thématique de la santé mentale, “sans qu'aucune question n'en fasse mention”.

Ainsi, 209 répondants té-

moignent d'un impact sur leur propre santé physique ou psychologique, comme du stress, de l'anxiété, une dépression, ou encore des douleurs et de l'épuisement physique “extrême”. C'est pourquoi 19% des répondants envisagent de quitter l'enseignement ou ont déjà passé le cap.

“Je pleure en allant bosser presque chaque jour, avant j'y allais en chantant”, ou encore “j'aime enseigner mais je ne suis pas certaine de tenir le coup longtemps. Ma santé mentale est sincèrement bouillie”. Voici une infime pincée des témoignages recueillis via le questionnaire.

Alors, pour lutter contre

leurs démons, les profs adoptent des stratagèmes... parfois au détriment de la qualité de l'enseignement. Ainsi, 36,4% des répondants déclarent désormais “faire le strict minimum”... “pas une heure de plus”.

■ “Rancune énorme”

“Je ne m'investis plus pour mes cours parce que j'ai une rancune énorme pour la FWB”, regrette une enseignante. “Nous allons de plus en plus vers un enseignement triste, sans activités en dehors des cours [sorties ciné, théâtre, etc.], sans projets qui donnent du sens. Nous n'en avons plus le temps”, ajoute une autre. En cause, “les heures supplémentaires que génèrent ces deux heures de plus face classe (corrections, conseil de classe, bulletins, etc.)”.

444 répondants décrivent donc les solutions qu'ils ont trouvées pour appréhender au mieux leurs 22 heures: réutiliser des cours de l'année précédente, programmer moins d'évaluations, travailler davantage en soirée ou les week-ends.

Si cette enquête n'a pas été menée par un organe officiel, “elle sert de base”. “Elle permet de montrer à la ministre que, non, tout n'est pas apaisé en cette rentrée, fustige Florence Albert. Il est temps qu'elle accepte de voir que l'école souffre”. L.N.



■ Des professeurs de toute la Fédération Wallonie-Bruxelles ont répondu à l'enquête. © PHOTO NEWS

“Il y a une instabilité politique mais la majorité communale n’est pas tombée”

FRAMERIES

La coalition emmenée par Manu Disabato souhaite privilégier le dialogue afin de trouver une solution.

Au lendemain de l’annonce de Vincenza Livolsi, conseillère communale MR & Vous qui a décidé de retirer son soutien à la majorité bipartite emmenée par Manu Disabato et de siéger comme indépendante, Be Frameries et MR & Vous tiennent à relativiser la portée politique de cette rupture.

“La décision de Vincenza Livolsi de siéger désormais comme indépendante et de

avaient quitté la séance du conseil communal après avoir constaté l’absence de Vincenza Livolsi, estimant que la majorité ne disposait plus du quorum nécessaire. Le PS, par la voix de son chef de file Arnaud Malou, a depuis fait savoir qu’il ne comptait pas jouer les “pompiers” pour sauver la situation, tout en se disant disponible si une nouvelle majorité devait être discutée.

tenue par au moins la moitié des conseillers de chacun des groupes politiques appelés à former cette nouvelle majorité.”

“Une discussion doit pouvoir avoir lieu avec Vincenza Livolsi et son groupe.”

Des conditions qui ne semblent pas réunies. “Cinq des six élus MR & Vous ont confirmé leur volonté de poursuivre le travail au sein de la majorité actuelle avec Be Frameries”, précisent les deux groupes. À ce stade,

seillère avait expliqué ne plus se reconnaître dans la manière dont la majorité est conduite et avait directement mis en cause le leadership du bourgmestre.

Be Frameries et MR & Vous ne ferment pas la porte à une discussion. “Dans les prochains jours, nous souhaitons avant tout privilégier le dialogue”, expliquent-ils. “Une discussion doit pouvoir avoir lieu avec Vincenza Livolsi et les membres de son groupe afin de mieux comprendre et clarifier les raisons qui ont conduit à ce changement de position. Dans un second temps, cet échange devra naturellement

se poursuivre avec Be Frameries.”

Impossible cependant de préjuger de l’issue de ces discussions. Dans son communiqué, Vincenza Livolsi insistait sur le fait que sa décision était mûrement réfléchie et, consciente qu’elle entraînerait de vives réactions, insistait sur le fait qu’en cas de pressions exercées à son encontre, elle les dénoncerait publiquement. Bref, à ce stade, la majorité de Manu Disabato reste en place... Mais des solutions devront être trouvées pour sortir de l’impasse.

Emeline Bortier

retirer son soutien au collège crée incontestablement une instabilité politique. Elle ne signifie toutefois pas que la majorité communale est tombée", indiquent les deux groupes dans une communication commune.

Le collège communal reste en fonction et le pacte de majorité conclu au début de la législature demeure pleinement applicable. Une précision qui intervient alors que le départ de Vincenza Livolsi a rebattu les cartes au conseil communal, où la majorité Be Frameries/MR & Vous dispose désormais du même nombre de sièges que le PS.

Lundi soir, les socialistes

■ Cinq élus MR & Vous maintiennent leur soutien

Be Frameries et MR & Vous rappellent de leur côté que la fin d'une majorité ne découle pas automatiquement du retrait du soutien d'un conseiller. Ils s'appuient sur le mécanisme prévu par le Code de la démocratie locale pour envisager le remplacement d'un collège communal en cours de mandature. "Une motion de méfiance constructive doit être déposée et proposer une nouvelle majorité ainsi qu'un nouveau collège. Cette motion doit notamment être sou-

aucune majorité alternative n'est constituée et aucune motion de méfiance constructive n'a été déposée.

Le message est donc clair: malgré la rupture annoncée par Vincenza Livolsi, les deux formations entendent continuer à gouverner ensemble et considèrent que leur pacte de majorité reste d'application.

■ "Privilégier le dialogue"

Reste désormais à savoir quelle sera la suite des relations entre Vincenza Livolsi et les deux groupes qui composent la majorité. Dans son communiqué annonçant son départ, la con-

Le PS reste ouvert à la discussion

FRAMERIES Au lendemain des élections, les groupes Be Frameries et MR & Vous décidaient de s'unir pour renvoyer le PS dans l'opposition, malgré une très courte majorité. Aujourd'hui, cette réalité rattrape la coalition, sous le regard des socialistes... Qui pourraient avoir un rôle à jouer dans cette sortie de crise. Pour Arnaud Malou, pas question cependant de faire le premier pas. "Les jeux politiques nous ont conduits dans l'opposition, alors que nous représentions 46 % des voix et étions la première force politique. Le message de l'électeur n'a pas été respecté. Ils ont préféré s'unir malgré une majorité courte, qui avait déjà failli vaciller une fois. Aujourd'hui, leurs choix mettent la commune en difficulté. Mais je ne compte pas aller jouer les pompiers. À eux d'assumer la situation et de trouver une solution."

Pour autant, le PS ne ferme pas la porte à la discussion. "Nous ne ferons pas le premier pas, je n'appelle à rien. Nous restons disponibles s'ils souhaitent que l'on s'entende. La priorité, c'est de sortir de cette issue rapidement. J'appelle au sens des responsabilités, il faut que la commune puisse fonctionner et être dirigée, plus encore à l'approche de la fin d'année, où nous votons des modifications budgétaires et où le budget 2027 va devoir être préparé dans un contexte compliqué."

Et d'ajouter: "La commune a besoin de stabilité et d'être à nouveau gérée. Il est clair que notre intérêt serait de revenir aux commandes, car c'est le choix qui avait été fait par les électeurs, mais ce n'est pas de notre ressort." Pour rappel, c'est bien le PS et Arnaud Malou qui avaient été plébiscités par les électeurs avec un total de 13 sièges et 1776 voix de préférence. Be Frameries en avait décroché huit (-1) et le groupe MR & Vous six (+4). Manu Disabato avait de son côté récolté 900 voix de préférence. Sans accord Be Frameries/MR & Vous, le PS gagnait donc les élections.

Emeline Berlier



■ Le collège communal de Frameries reste, pour l'instant, en place. © DR

Le roi Philippe a tenu une nouvelle table ronde chez les Loups

LA LOUVIÈRE

Cette venue était l'occasion pour Adrien Dolimont et le vice-président de la Banque européenne d'investissement de signer un protocole d'accord.

Le roi Philippe était de retour à La Louvière ce mardi, pour la quatrième fois depuis décembre 2024. Nouvelle étape du redéploiement économique de la région du Centre, en présence de Robert de Groot, vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI).

Avec, surtout, un premier acte concret. Après la table ronde, Adrien Dolimont et Robert de Groot ont signé un protocole d'accord entre la Région wallonne et la BEI. Objectif: repérer les projets pouvant bénéficier de financements, de conseils ou d'une assistance technique.

“Comptez sur moi pour soutenir La Louvière”

Pas encore de promesse de financement: chaque dossier sera évalué séparément. Mais le signal

compte. L'argent reste le nerf de la guerre et ce protocole ouvre la voie à des investissements, donnant une perspective aux projets évoqués depuis plusieurs mois. Le redéploiement louviérois dépasse le stade des intentions.

Sept dossiers industriels sont sur la table: Ciber et ses blocs de béton recy-

clés; Cupidon et la récupération du cuivre; Sparc et son acier bas carbone; Goudex et le recyclage de l'amiante; ReNewGreen et la valorisation des pneus; Ecosteryl et le recyclage des déchets médicaux; enfin, le centre de tri de Dufour.

Les entrepreneurs ont présenté leurs projets au Roi. Parmi eux, Gaspard Franeau, CEO de SBMI, porte Goudex. L'entreprise montoise veut transformer l'amiante en ciment non dangereux, réutilisable dans la construction.

“Cela fait un an que l'on travaille sur ce projet d'usine de recyclage d'amiante. On nous a dit très clairement que nous devrions prendre part à cette mission royale, car il y aurait des terrains et des financements. La philosophie de notre projet colle parfaitement avec l'économie circulaire qui est au cœur de cette redynamisation louviéroise. L'impulsion du Roi est clairement déterminante.”

Autre avancée: un cadre de gouvernance. Damien De Dorlodot, chargé du suivi, en précise la mécanique:

“C'est une étape importante. Nous avons un comité exécutif qui veillera à l'application de la stratégie et des décisions opérationnelles.” De quoi garder le cap et concrétiser les dossiers.

Au Château Boël, le Roi a appelé à poursuivre l'effort collectif. “Je veux dire aux Louviérois tout mon attachement et mon enthousiasme pour l'avenir. Ce projet est le vôtre et dépendra dans le futur de la bonne volonté de tous. Comptez sur moi pour soutenir La Louvière.”

Un appui salué par le bourgmestre Jacques Govert. “On vit un moment historique”, souligne le mayor, évoquant une démarche “unique en son genre”. “Quand je vois les personnes réunies autour de la table, jamais la Ville n'aurait pu y arriver toute seule.” Il a invité le Roi à revenir mesurer l'avancement des projets.

Après quatre rendez-vous, le dossier change de braquet. Ambitions fixées, projets identifiés, gouvernance installée et coopération avec la BEI engagée. Reste l'épreuve décisive: convertir cet élan en terrains, en financements, en usines et en emplois.



■ Un protocole d'accord a été signé avec la Banque européenne d'investissement. © D.H.

Grégoire Lallieu

Qoockie, chien d'assistance judiciaire, a rejoint la police locale

LA LOUVIÈRE

Le gold retriever pourra offrir une présence apaisante, notamment pour les victimes amenées à témoigner de situations difficiles.

À La Louvière, un chien va désormais accompagner policiers et victimes. Depuis samedi, Qoockie, un golden retriever de 18 mois, partage le quotidien de l'inspecteur principal Marie Durieux, à la vie comme à la ville. Encore en formation, il est appelé à devenir un nouvel outil pour la po-

lice louviéroise.

Le projet est porté par l'inspecteur Durieux, qui travaille au service Jeunesse et Famille. L'idée lui est venue après un article consacré à la police de Liège. *"C'est mon papa qui connaissait mon amour pour les chiens et qui m'a envoyé un article de presse sur la po-*

*l*iger un chien d'assistance judiciaire. C'était en 2024. Il m'a fallu près de neuf mois pour monter un dossier et formuler ma proposition."

L'arrivée de Qoockie ne s'est pas faite en un claquement de doigts. La Zone de police a travaillé avec Osmose, association spécialisée dans la formation de chiens d'assistance judiciaire. C'est lors d'une séance de matching organisée au sein de l'asbl que le golden a choisi son maître. Qoockie a été élevé dans une famille d'accueil

avant d'entamer sa formation. *"Nous avons encore six mois de travail à fournir ensemble."*

L'objectif est d'offrir une présence rassurante aux victimes. *"Je travaille au service Jeunesse et Famille. Je me suis retrouvée dans différentes situations où nous sommes face à des victimes sans savoir quoi leur dire. Le chien d'assistance vient les aider à déposer des choses pas faciles à dire."*

Qoockie pourra être proposé, sans jamais être imposé, aux victimes mineu-

res et majeures de faits de mœurs ou de violences intrafamiliales, accompagnera des policiers après une intervention difficile ou traumatisante, et les victimes de catastrophes lors du premier accueil.

Avec Qoockie, la police louviéroise rejoint un cercle encore restreint en Belgique. Deux chiens d'assistance judiciaire sont déjà actifs en Wallonie et trois en Flandre. Celui de La Louvière est le premier du Hainaut.

Grégoire Lallieu

Les indépendants gagnent en moyenne 29.122 euros par an : leurs revenus ont augmenté de 12,5% en dix ans

EXCLUSIF - HAINAUT

Le revenu professionnel moyen des indépendants à titre principal a progressé davantage dans le Hainaut qu'à l'échelle belge en dix ans. La province reste toutefois sous la moyenne nationale.

Combien gagne réellement un indépendant dans le Hainaut ? Selon une analyse réalisée par Acerta à partir des dernières données disponibles de l'INASTI, son revenu professionnel net imposable moyen atteint 29.121,8 euros par an. En 2012, il s'élevait à 25.885,9 euros. Cela représente donc une progression de 12,5% en dix ans.

Attention toutefois à ne pas confondre cette somme avec un salaire annuel ou avec le chiffre d'affaires réalisé par un indépendant. Le revenu professionnel net imposable correspond, pour faire simple, à ce qu'il reste de

ses revenus professionnels après déduction de ses frais et charges professionnels, avant le calcul définitif de l'impôt. C'est également ce montant qui sert de base au calcul de ses cotisations sociales. Les chiffres portent sur l'année 2022, la dernière pour laquelle les données sont aujourd'hui totalement consolidées.

■ **Une hausse plus importante que dans l'ensemble de la Belgique**

Sur dix ans, la progression enregistrée dans le Hainaut est supérieure à celle constatée dans l'ensemble du pays, où le re-

venu moyen des indépendants a augmenté de 10,1%. Entre 2021 et 2022 seulement, la hausse atteint même 5,3% dans le Hainaut, contre 4,3% en Belgique.

Malgré ce rattrapage, les indépendants hennuyers restent sous la moyenne nationale : 29.121,8 euros par an contre 30.742 euros en Belgique.

Le Hainaut compte actuellement 64.314 indépendants à titre principal

Autre élément à prendre en compte : ces montants ne sont pas corrigés de l'inflation. Une hausse de 12,5% du revenu moyen entre 2012 et 2022 ne signifie donc pas que le pouvoir d'achat des indépendants a progressé dans les mêmes proportions.

Le Hainaut compte ac-

tuellement 64.314 indépendants à titre principal, dont 41.395 hommes et 22.919 femmes. Selon Acerta, la province connaît actuellement la plus forte croissance du nombre d'indépendants.

Pour Ronan Kermer, expert starters et indépendants Hainaut chez Acerta, cette arrivée de nouveaux entrepreneurs contribue aussi à maintenir le revenu moyen à un niveau plus faible. *"Il s'agit d'une évolution particulièrement positive, mais cela implique également l'apparition d'un grand nombre de nouveaux indépendants qui doivent encore développer leur activité et leurs revenus"*, explique-t-il.

■ **L'écart entre hommes et femmes se réduit sur dix ans**

L'étude se penche également sur les différences entre hommes et femmes. En 2022, les indépendants

hennuyers affichaient un revenu professionnel moyen de 30.949 euros, contre 25.686 euros chez les indépendantes.

L'écart atteint donc environ 5.263 euros par an. Il reste important, mais il est le plus faible parmi les provinces wallonnes et inférieur à la moyenne belge, qui tourne autour de 7.705 euros. Sur dix ans, la tendance est d'ailleurs clairement à la réduction de cet écart : il a diminué de 34,8% depuis 2012. Le revenu moyen des indépendantes a progressé de 25,2% durant cette période, contre seulement 8,3% chez les hommes.

Un bémol toutefois : entre 2021 et 2022, l'écart s'est à nouveau creusé de 11%. "Le récent recul montre surtout que la progression ne suit pas nécessairement une trajectoire linéaire chaque année", tempère Ronan Kermer.

Arnaud Lacroix

Les professions libérales largement devant

Tous les indépendants ne gagnent évidemment pas la même chose selon leur activité. Les professions libérales arrivent largement en tête dans le Hainaut, avec un revenu professionnel moyen de 40.104 euros par an.

Suivent l'agriculture, avec 28.974 euros, l'industrie avec 25.444 euros et le commerce avec 23.871 euros. Les indépendants actifs dans les services ferment la marche avec une moyenne de 15.056 euros. Les professions libérales pèsent d'ailleurs lourd dans le paysage économique hennuyer : elles rassemblent 21.106 personnes, soit près d'un indépendant à titre principal sur trois dans la province.

Acerta estime que le développement de l'offre médicale dans la région, notamment avec les nouvelles infrastructures hospitalières et la formation complète en médecine désormais proposée à l'UMONS en collaboration avec l'ULB, pourrait encore renforcer à l'avenir le poids de ces professions libérales dans le Hainaut.

A. Lcx



LE ROI PHILIPPE VEUT DONNER « UN AVENIR MEILLEUR » AU CENTRE : UNE VISION AMBITIEUSE À L'HORIZON 2040

Pour sa quatrième rencontre en moins de deux ans consacrée au redéploiement de la région du Centre, le roi Philippe était à La Louvière ce mardi. Une étape importante a été franchie avec la signature d'un protocole entre la Wallonie et la Banque européenne d'investissement (BEI).

ARNAUD DUJARDIN

Le roi Philippe ne cache plus son intérêt pour le redéploiement économique de La Louvière et de toute la région du Centre. Ce mardi 22 septembre, le souverain était une nouvelle fois présent dans la cité des Loups, accueilli dans l'écrin de verdure de 21 ha du château Boël. Une quatrième rencontre consacrée à ce vaste chantier, après celles de décembre 2024, de l'été 2025 et de mars dernier. Et manifestement pas la dernière.

Après un passage à Jemappes dans un centre spécialisé dans la formation aux métiers de la transition environnementale et énergétique, le Roi a rejoint le Château Boël, à La Louvière. Il y a pris connaissance de l'avancement de plusieurs projets avant de présider une nouvelle table ronde réunissant notamment le ministre-président wallon Adrien Dolimont (MR), le ministre wallon des Pouvoirs locaux, le Sonégien François Desquesnes (Engagés), du bourgmestre Jacques Goibert (PS), le

gouverneur du Hainaut Tommy Leclercq, le vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) Robert de Groot, ainsi que des représentants du Forem, d'IDEA, d'AKT et de Wallonie Entreprendre. Cette fois, les discussions s'inscrivaient dans une vision beaucoup plus large. Une note stratégique a en effet été élaborée afin de fixer un cap au territoire à l'horizon 2040. L'objectif affiché est de faire de La Louvière et de la région du Centre « la référence belge et l'un des principaux pôles européens de l'économie circulaire, de la réindustrialisation durable et de la régénération urbaine ». Quatre piliers structurent cette vision : la réindustrialisation par l'économie circulaire, le développement d'un pôle médical d'excellence, la formation et l'innovation ainsi que l'amélioration du cadre de vie et de l'attractivité urbaine.

« Nous voulons donner un avenir meilleur à La Louvière et à la région du Centre, avec une vision de redéploiement fondée sur la logique de régénération territoriale, d'ici 2040, sur base d'une trajectoire économique cohérente via une économie circulaire, du recyclage, de l'attraction urbaine et de la formation », résume le Roi.

« COMPTEZ SUR MON SOUTIEN »

Le souverain s'est surtout montré enthousiaste face au travail désormais réalisé entre les différents partenaires. « Cette note stratégique est impressionnante en rassemblant secteur privé et public dans une volonté de réindustrialisation à laquelle la Banque européenne d'investissement apporte son expertise. J'y apporte mon attachement et mon enthousiasme pour l'avenir du Centre et de La Louvière. Comptez sur moi pour vous soutenir. »

Parmi les projets industriels repris dans la note figurent notamment CIBER, porté par Roosens Bétons et consacré à la production de blocs de béton recyclé, CUPIDON, projet de Co-

et un démarrage espéré en 2029. Sans omettre d'autres projets comme le recyclage de scories dans les infrastructures routières.

Mais la stratégie ne se limite pas à l'industrie. Elle intègre notamment la perspective d'un pôle médical d'excellence reposant, à terme, sur une offre hospitalière unifiée entre le CHU Tivoli et le CHU Helora/Jolimont à La Louvière, mais aussi la création d'un pôle de formation, de recherche et de développement ainsi qu'un vaste volet consacré à l'attractivité de La Louvière et de sa région.

PROTOCOLE D'ACCORD AVEC LA BEI

Une avancée concrète a été officialisée ce mardi. La Région wallonne et la Banque européenne d'investissement ont signé un protocole d'accord destiné à établir un cadre de coopération pour la régénération stratégique de La Louvière et de la région du Centre. Le document doit permettre à la Wallonie d'identifier des projets pour lesquels un soutien de la BEI pourrait être envisagé, que ce soit en matière de financement, de conseil ou d'as-





La Louvière candidate pour un quartier Défense : trois sites potentiels pour accueillir jusqu'à 1500 militaires

ARNAUD DUJARDIN

A l'instar de Charleroi et de Tournai dans la province du Hainaut, la Ville de La Louvière veut faire valoir ses atouts pour accueillir un nouveau quartier Défense. Cette candidature figure parmi les projets intégrés à la stratégie de redéploiement de La Louvière et de la région du Centre. Le projet intervient alors que la Défense belge prévoit de développer ses infrastructures au cours des prochaines années. Son plan des quartiers prévoit notamment la rénovation des sites existants, mais aussi l'ouverture de nouveaux quartiers. Le redéploiement doit notamment accompagner la croissance des effectifs, avec un objectif de 40.000 militaires actifs et 12.500 réservistes en 2040.

« La Ville de La Louvière est candidate à l'implantation d'un quartier militaire. La Défense veut en implanter 48 sur le territoire belge. La Louvière pourrait ainsi accueillir entre 800 et 1500 militaires, pour la plupart de nouveaux engagés qui viendraient travailler à La Louvière », explique le bourg-

mestre Jacques Gobert (PS). La candidature louviéroise repose notamment sur sa situation au cœur du Hainaut, son bassin de population, ses infrastructures de transport et les terrains disponibles. L'idée serait aussi de rapprocher la Défense d'un important vivier de futurs militaires, réservistes et membres du personnel civil. L'arrivée d'un quartier pourrait également ouvrir des débouchés dans de nombreux domaines : fonctions militaires et administratives, maintenance, logistique, construction, sécurité, santé, numérique, cybersécurité, restauration ou encore gestion des infrastructures. Des formations adaptées pourraient être développées avec le Forem, l'IFAPME, les écoles, les hautes écoles et les opérateurs locaux d'insertion.

TROIS SITES ENVISAGÉS

Trois emprises louviéroises ont déjà été identifiées : les secteurs de Saint-Alphonse, de la rue J.-B. Vifquain et de la gare de La Louvière-Sud. Les superficies, l'accessibilité et les caractéristiques foncières diffèrent selon les sites, ce qui permettrait d'étudier plusieurs scénarios en fonc-

tion des besoins exprimés par la Défense.

Rien n'est toutefois acquis. Avant toute implantation, des études approfondies devraient notamment porter sur l'état des sols, la gestion des eaux, les risques de ruissellement, la mobilité, la sécurité, les affectations urbanistiques et la maîtrise foncière.

La démarche n'en est d'ailleurs qu'à ses débuts. La première étape consiste à faire reconnaître La Louvière comme un territoire à examiner dans le cadre des futurs besoins immobiliers de la Défense. Une étude comparative des trois emprises pourrait ensuite être réalisée selon le programme et les critères définis par l'autorité militaire.

La candidature se veut donc complémentaire aux autres implantations militaires existantes ou programmées dans le Hainaut. Pour La Louvière, l'enjeu dépasse la seule construction d'une infrastructure militaire : le projet est présenté comme un levier potentiel pour l'emploi, la formation, la reconversion de terrains et plus largement le redéploiement de la région du Centre.

met Traitements visant la récupération et le raffinage du cuivre et de déchets « ultimes », ou encore SPARC, le projet de NLMK de four à arc électrique basé sur le recyclage de ferraille. Pour ce dernier, la note évoque 200 emplois directs et 1.000 emplois indirects, une production de deux millions de tonnes par an

sistance technique. L'économie circulaire, la réindustrialisation durable, les infrastructures de santé, la formation et les compétences, l'énergie décarbonée, la résilience climatique ou encore la régénération urbaine font partie des domaines concernés. Pour Adrien Dolimont (MR), ministre-président de la RW, le redressement des indicateurs socio-économiques du Centre constitue « le cœur des préoccupations de la Région wallonne ». « J'encourage toutes les forces vives locales à se coordonner avec davantage de visions pour avancer concrètement sur ces enjeux. Cette vision à 2040 témoigne d'une volonté d'aller vite afin de prendre rapidement les choses en main », a déclaré le mi-

nistre-président wallon.

Le bourgmestre Jacques Gobert a, lui, directement remercié le souverain pour son implication. « Votre démarche, Sire, est unique et vous faites ce cadeau de capacité de mobilisation d'énergie afin d'agir pour la région du Centre. » Le bourgmestre de La Louvière entend désormais maintenir cette dynamique dans le temps : « Nous ne manquons pas d'évaluer ensemble, en se revoyant régulièrement, l'évolution de tous ces beaux projets matures qui ont été mis en œuvre. »

LE DÉFI DES COMPÉTENCES

Reste un enjeu majeur : faire en sorte que les futurs emplois puissent profiter aux habitants de la région. Le territoire dispose en effet d'entreprises qui recrutent, mais les profils des chercheurs d'emploi ne correspondent pas toujours aux compétences recherchées. La note stratégique recense environ 16.000 offres d'emploi diffusées dans le Centre en 2025 et pointe précisément ce problème d'adéquation entre l'offre et la demande.

Raymonde Yerna, administratrice générale du Forem, l'a rappelé durant cette rencontre. « La région du Centre rassemble 12 communes, dont La Louvière est la principale. On dénombre 16.000 offres d'emploi diffusées en 2025, essentiellement dans les secteurs de la santé, des services, de la construction, de l'économie circulaire et de la réindustrialisation durable. C'est aussi près de 22.000 chercheurs d'emploi, et pourtant nos entreprises ont du mal à trouver leurs candidats en raison d'un

rap de compétences. En région du Centre, le taux d'emploi est de 60,2 %, contre 68 % en Région wallonne. »

Parmi les freins cités figurent les compétences professionnelles, le savoir-être, mais aussi la mobilité. Raymonde Yerna insiste dès lors sur la nécessité d'adapter davantage les formations aux besoins réels des employeurs. « Pour concilier besoins de compétences avec les demandeurs d'emploi, on réunit tous les partenaires de formation, soit près de 300 centres de formation en Wallonie, dont une soixantaine en région du Centre. Un gros challenge pour le Centre : former plus vite, plus concrètement, faire du sur-mesure pour les entreprises. »

NOUVELLE GOUVERNANCE POUR FAIRE AVANCER LES PROJETS

La volonté est aussi d'éviter que cette stratégie reste un catalogue de bonnes intentions. Un nouveau cadre de gouvernance est prévu autour de trois structures : un comité exécutif chargé notamment d'accompagner les investisseurs et les dossiers de financement, un conseil consultatif chargé de formuler avis et recommandations et un comité réunissant les investisseurs financiers lorsque des projets arriveront à maturité.

L'ambition inscrite dans la note est considérable. À l'horizon 2040, les objectifs avancés portent notamment sur la création de 8.000 à 10.000 emplois directs et indirects, un taux d'emploi supérieur à 70 %, un chômage sous les 8 % et plus de deux milliards d'euros d'investissements publics et privés cumulés. ■

QOOCKIE A REJOINT LA POLICE DE LA LOUVIÈRE : « IL MET EN CONFIANCE LES VICTIMES LES PLUS VULNÉRABLES »

Il s'appelle Qoockie et vient de rejoindre les équipes de la zone de police de La Louvière. Lorsqu'il rentre dans une pièce, sa stature génère calme et empathie. Sur son dossard, un « L » signifie qu'il est encore en formation. Rencontre avec le premier chien d'assistance judiciaire du Hainaut...

MARTINE PAUWELS

Sous la houlette de Marie Durieux, Inspectrice Principale, affectée au service Jeunesse et Famille, ce golden retriever de 18 mois sera à même de jouer un rôle important auprès des victimes en créant un climat apaisant et de confiance. « C'est précieux, en particulier lorsqu'il est question d'auditionner des victimes vulnérables — et notamment les enfants — dans un contexte de faits de mœurs, de violences intrafamiliales, mais aussi de catastrophes comme celle de Strépy, par exemple », détaille Eddy Maillet, Chef de Corps de la zone de Police.

Ce dernier a validé avec enthousiasme ce projet initié il y a plusieurs mois par la jeune inspectrice. De même, le Procureur du Roi a appuyé l'initiative, qui ne bénéficie pas encore d'un cadre judiciaire. « Un accord devait donc nécessairement être conclu » précise le bourgmestre et chef de la police Louviéroise Jacques Goibert (PS). « L'idée originelle vient du

Canada où les premiers chiens d'assistance policière ont été formés », explique-t-il. « Nous avons eu des échos positifs d'expériences menées à Gand, Anvers et Saint-Nicolas. Bruxelles et Liège ont déjà un animal de ce type. Mais La Louvière sera la première zone du Hainaut à disposer d'un chien d'assistance judiciaire ».

LE CHIEN CHOISIT

Qoockie appartient à la race golden retriever, reconnue pour son tempérament calme, son intelligence et sa nature affectueuse. Il a débuté sa formation au sein de l'association Os'mose, qui forme aussi des chiens pour les Personnes à Mobilité Ré-



Une première dans le Hainaut. © M.P.W.

duite ou pour les enfants autistes. L'asbl reste propriétaire de l'animal, mais une convention tripartite est conclue

avec la zone de police (qui prend en charge les frais de nourriture et vétérinaires) et le maître référent, qui s'engage à préserver le bien-être du chien. « C'est le chien qui vous choisit » explique Marie Durieux, inspectrice et nouvelle maîtresse de ce toutou peu ordinaire. « Cela s'appelle le « matching ». La formation dure 2 ans. Auparavant, Qoockie vivait en famille d'accueil. Depuis peu, il a rejoint le domicile de Marie à Erquennes où il a fait connaissance avec son petit garçon de 9 ans et les trois shih tzu de la famille. Qoockie part travailler avec moi et revient le soir à la maison. C'est donc un engagement très fort, qui dépasse le cadre purement professionnel ». Qoockie pénètre calmement dans la pièce. Les médias ne l'effraient pas le moins du monde. Et lorsqu'il se couche au beau milieu de la pièce, c'est comme

un souffle convivial et apaisant qui circule. Il porte un dossard marqué de la lettre « L », qui signifie qu'il est toujours en formation. « Il doit encore être écolé pendant six mois » nous précise sa maîtresse. « Et il sera adulte à partir de 2 ans ». Actuellement, Marie Durieux suit elle-même une formation pour devenir « inspectrice mœurs ».

ENFANTS ET ADULTES

« Qoockie sera mis à la disposition de l'équipe qui travaille avec la jeunesse et les enfants. L'instauration d'un climat apaisant est primordial pour les victimes vulnérables et Qoockie est formé pour mettre en confiance et apaiser les tensions » explique Eddy Maillet.

”

« Le chien est aussi formé pour se rendre sur les lieux d'une catastrophe »

« Mais il accompagnera aussi les victimes adultes, spécialement dans le domaine des faits de mœurs et des violences sexuelles. Le but est de conférer de la douceur, notamment pour les dépositions filmées. Le chien est aussi formé pour se rendre sur les lieux de catastrophe, dans le cadre du premier accueil. Enfin, nous pensons aussi à nos propres policiers,

confrontés à une détresse émotionnelle après une intervention difficile ou traumatisante. »

Et il est vrai que lorsque l'on caresse la fourrure épaisse de Qoockie, on se sent d'un coup beaucoup mieux. Ce dernier se prête volontiers au contact. « Mais attention, cela se fait bien entendu avec l'accord de la personne. Toujours ! » souligne Marie. « Certaines personnes ont la phobie des chiens, ou n'apprécient tout simplement pas une présence animale. Cela se respecte, bien évidemment ». ■

Ce mardi, la zone de La Louvière a dévoilé son nouveau plan zonal de sécurité 2026 - 2031. Il oriente le travail quotidien de la police et fixe les priorités. L'évolution de la cybercriminalité représente un point d'attention principal. De même que les vols. Car si leur nombre a diminué, les modes opératoires évoluent dangereusement...

MARTINE PAUWELS

Selon Eddy Maillet, chef de corps à La Louvière, « On observe une baisse de 27 % des vols perpétrés sur notre zone de police lors de ces cinq dernières années. Mais malgré cette diminution, les vols (dans les voitures, les habitations, les annexes...) restent un point d'attention fort dans la mesure où ils impactent directement les biens et la sécurité des personnes. L'attente des victimes est évidemment très forte. »

VOLEURS EN TÉLÉTRAVAIL

Le chef de corps décrit une évolution inquiétante dans ce domaine : « Les voleurs font... du télétravail ! Ils se servent des nouvelles technologies plutôt que de perpétrer des effractions physiques ! Ils sont hélas de plus en plus imaginatifs et adaptatifs ». Et d'embrayer logiquement sur un phénomène qui lui, se développe de manière rapide et inquiétante : la cybercriminalité.

« La facilité du mode opératoire et la rapidité s'associent souvent à une dimension transnationale contre laquelle il est difficile de lutter. Il est frappant de voir à quel point les victimes sont psychologiquement traumatisées ». Eddy Maillet relève parfois une gêne à signaler les petits méfaits, comme si les personnes avaient honte de s'être fait avoir.

SÉCURITÉ

Cybercriminalité et vols à La Louvière, les deux priorités du nouveau plan zonal de sécurité



Eddy Maillet détaille le plan d'action des années à venir. © David Claes

Il note aussi la difficulté de comprendre ce qui leur est réellement arrivé. Faillies logicielles, ports de réseaux ouverts, phishing, spywares... Pour beaucoup de victimes, c'est du chinois.

Or, en l'espace d'un an, c'est un million d'euros qui a ainsi été dérobé aux habitants de La Louvière par voie de cybercriminalité. « Raison pour laquelle nous sommes à la recherche, au sein de notre police intégrée, d'un nouvel expert technique qui viendra épauler notre spécialiste déjà affecté à temps plein depuis deux ans sur ces matières, au sein de notre service Enquête et Recherche ».

GUIDÉE PAR L'INFORMATION

Revenons à ce fameux Plan Zonal de Sécurité (PZS) qui servira de guide aux services policiers de la zone jusqu'en 2031.

Une évaluation de la période 2021-2025 a été réalisée en

concertation avec l'autorité locale, fédérale et judiciaire ainsi qu'avec les partenaires de sécurité. Cette analyse a permis de définir quatre priorités pour le futur : Réduire les violences envers les personnes : « Si la vio-

En un an, un million d'euros a été dérobé aux habitants de La Louvière par voie de cybercriminalité

lence recule globalement à La Louvière, il n'en va pas de même dans la sphère familiale. Le chapitre des violences sexuelles reste lui aussi très préoccupant », note Eddy Maillet. « De même que les agressions à l'égard des professionnels, dont les policiers ».

Réduire l'impact des stupéfiants : « Au-delà des conséquences sur la santé des

consommateurs, ces trafics débordent sur la voie publique où ils génèrent rassemblements et violence ».

Améliorer la sécurité routière : lutte contre la vitesse excessive, la conduite sous influence, les distractions au volant et l'essor des trottinettes électriques.

Renforcer la qualité de vie dans les espaces publics avec une attention particulière aux nuisances nocturnes déplorées en centre-ville.

Parmi les objectifs stratégiques fixés par le PZS, figure également la nécessité de se doter d'une police capable d'exploiter l'information de manière plus efficace (ce que l'on appelle l'intelligence Led Policing). Il est désormais primordial de décoder au mieux les données informatiques, les nouvelles technologies et tout type d'information. Savoir faire « parler » un GSM, une messagerie, des sites...

Enfin, l'entrée en vigueur du nouveau Code pénal oblige les zones à renforcer les moyens dédiés à la proximité.

« Certains faits jusqu'ici traités pénalement (tapage nocturne, destruction de clôtures, voies de fait, ivresse publique) ne pourront plus faire l'objet de poursuites pénales », résume Jacques Goibert, bourgmestre PS et chef de la police. « Ces méfaits relèveront désormais du Règlement de Police Communal (RCP) et seront sanctionnés par voie administrative ». ■

FRITERIES ET CAFÉS VONT DEVOIR FERMER EN MÊME TEMPS



Les frites à 4h du mat' : à La Louvière, c'est terminé. © BELGA

La mise en conformité du Règlement Communal de Police (RCP) avec le nouveau Code pénal doit permettre de donner de nouveaux outils d'action à la police locale. En voici quelques-uns.

Les horaires de fermeture des friteries et des cafés devront désormais être harmonisés : fermeture à 1h30 en semaine et le dimanche soir, à 3h le vendredi et le samedi.

Les trottinettes électriques et engins de déplacement non conformes sont désormais explicitement visés. Avec, en cas de récidive, la destruction possible de l'engin saisi.

Une autorisation communale sera désormais requise pour les magasins de nuit et les phone-shops.

Le RCP permettra à la police d'intervenir pour les troubles à la tranquillité publique perpétrés dans les parcs, cimetières, squares, etc.) Manque de respect, comportements agressifs envers l'autorité et refus d'obtempérer pourront être sanctionnés. Plusieurs notions seront en outre redéfinies en vue d'une possible sanction. Elles concerneront le vandalisme, les injures ou encore, la dissimulation du visage. ■

M.P.W.

« L'école n'est pas un terrain de propagande électorale » : plusieurs élus PS pointés du doigt

S'ils ne sont pas entrés dans les bâtiments, Hugues Bayet et Isabella Greco (PS) se trouvaient sur un site provincial pour une vidéo contre la hausse du minerval, où ils ont interrogé des étudiants et distribué des tracts. La Province réagit.

LOÏC DÉVIÈRE

Tout récemment, la députée régionale socialiste Isabella Greco a diffusé, sur ses réseaux sociaux, une vidéo contre les mesures prises au niveau de l'enseignement supérieur, surtout la hausse du minerval. On la voit, en compagnie notamment du bourgmestre de Farciennes Hugues Bayet, distribuer des tracts et interroger des étudiants sur le sujet, près de la Haute Ecole Condorcet à Marcinelle.

C'est peu de l'écrire, les députés provinciaux Aurore Goossens (MR) et David Lavaux (Engagé) n'ont pas ap-

précié la démarche.

« Avoir des désaccords politiques est normal. Nous pouvons défendre des visions différentes et débattre avec conviction. C'est le fonctionnement normal et nécessaire de notre démocratie. Mais il existe des lieux et des instances pour organiser ce débat politique. Une école n'est pas un terrain de propagande électorale ou partisane », expliquent-ils en chœur.

UN ESPACE PROVINCIAL

Que ce soit clair : les deux élus ne sont pas entrés dans les bâtiments, et encore moins dans les classes évi-

demment. Mais voilà, les services du Bâtiment confirment que les abords directs des édifices appartiennent bel et bien à la Province, y compris ceux qu'on peut voir sur les images de la vidéo. Suite à l'intervention des libéraux et des centristes, « un courrier a été envoyé aux Fédérations PS de Charleroi et du Centre à propos de la présence de militants et / ou d'élus sur des sites provinciaux, où de l'enseignement est dispensé », confirme Eric Massin, le président... socialiste du Collège du Hainaut. Le Centre est aussi concerné, car une action s'est déroulée en pa-



Isabella Greco sur la vidéo diffusée. © D.R./Capture d'écran

rallèle à Morlanwelz.

De son côté, Hugues Bayet explique qu'il pensait se trouver sur la voie publique, « il n'y avait aucune délimitation. Comme bourgmestre, je trouvais évidemment que notre place n'était pas au sein de l'école ». Et Isabella Greco d'enchaîner :

« L'objectif était d'aller à la rencontre des étudiants et de discuter de leurs difficultés. Et nous sommes restés sur la route. Je me suis simplement rapprochée personnellement d'un bâtiment pour faire une vidéo solo, pour y mettre du contexte, c'est tout. » ■

CE QU'IL Y A DANS LA NOTE DE BART DE WEVER... ET CE QUI NE S'Y TROUVE PAS

La première note budgétaire du Premier ministre a donné des algèbres d'horreur à ses partenaires de coalition qui jugent les pistes trop proches de la N-VA. On en voit un peu plus sur ce qui contient le document qui sera revu d'ici jeudi.

DIJDER SWYSEN

Tout a donc commencé... comme l'année dernière. Le Premier ministre, Bart De Wever, a présenté sa note aussitôt dézinguée par les quatre partenaires de la N-VA dans ce gouvernement: ils la trouvent beaucoup trop proche du programme de la N-VA et ont donc prié le Premier de revoir sa copie.

ÉVITER LES « CHAMEAUX PUANTS »

Cela sera déjà le cas lors de la deuxième séance de pourparlers prévue jeudi soir. Cette première note portait sur un effort de 14 milliards, histoire de laisser une marge de négociation, puisque l'objectif n'a pas changé: l'effort est toujours fixé à 10 milliards d'euros. Le MR et Les Engagés ont fait part de leur mécontentement. David Clarinval (MR) a indiqué que la note allait trop loin dans les recettes. Au MR, on regrette l'absence de mesures suffisantes en matière de relance, ce qui permettrait pourtant d'augmenter les recettes fiscales: « Document sans souffle et sans vision », y dit-on.

Les Engagés, par la voix de leur vice-Premier, Maxime Prévot, jugent, au contraire, les économies trop lourdes, surtout dans la sécurité sociale et les soins de santé. Ils se plaignent également de l'absence d'une contribution plus importante des plus fortunés, les fameuses « épaules les plus larges ». Les Flamands (Vooruit, le CD&V) n'ont rien dit, mais n'en pensaient pas moins. Simple stratégie pour qu'un éventuel échec, qui serait lourd de conséquences pour ce gouvernement, soit finale-

ment attribué à ceux qui auront critiqué la note dès le début? On prête ces propos à l'une des éminences flamandes présentes à la table: « Avec cette note, on va perdre tous les cinq. Seuls le Belang et le PTB y gagneront ».

LA TVA, ÇA RAPPORTE !

On retrouve dans le document un grand nombre des pistes que nous vous avions exposées lundi: la réduction de la norme de croissance des soins de santé, un durcissement du statut BIM, l'augmentation du

Les mots très durs d'un partenaire flamand: cette première note ne ferait que des perdants autour de la table. Les seuls gagnants seraient... le Vlaams Belang et le PTB

prix de la visite chez le médecin, de nouvelles mesures relatives aux maladies de longue durée, des économies dans les administrations, la remise à plat de certains avantages accordés aux entreprises et aux structures de management, des économies en lien avec la politique d'asile et

d'immigration, etc. Il y a aussi l'augmentation des taux de TVA qui flèche tant le MR et qui s'y trouve sous plusieurs variantes, dont le fameux taux de 21 % qui deviendrait 22 %. Pour un montant total qui fait largement plus du tiers de la somme totale recherchée.

On y trouve encore la taxation des bénéfices réalisés par certaines ASBL et organisations sans but lucratif, en particulier lorsqu'elles exercent des activités commerciales comparables à celles d'entreprises privées (les mutualités sont visées, mais environ 90 % des ASBL échapperaient à la mesure. Ce serait aussi le cas des associations caritatives). Certaines mesures de la note auraient encore une dimension communautaire, notamment à travers des transferts de charges ou de

responsabilités vers les entités fédérées. Les partenaires, surtout francophones, auront sans doute fait le lien avec les récentes sorties de Bart De Wever. Ce que l'on ne trouve pas dans le document, d'après nos sources, c'est la réduction, de toute façon hypothétique, des dépenses de Défense ou la globalisation des revenus. Il n'y aurait aucune trace d'une franchise annuelle pour accéder au remboursement des soins de santé. Ni l'idée de nouvelles limitations de l'indexation des salaires ou des pensions.

VOITURES DE SOCIÉTÉ

Pas de trace d'une taxe des millionnaires, ni d'une véritable contribution des plus fortunés. On ne toucherait pas non plus aux avantages des voitures de société... Mais on pourrait quand même revoir le calcul de l'avantage fiscal dont bénéficient les salariés qui disposent de cette voiture à titre privé.

Faut-il préciser que le document du Premier ministre ne comporte

aucune trace du méprisisme du cliquet inversé que le MR aimerait voir activé au moment où les prix du carburant battent à nouveau tous les records. Le ministre de l'Énergie, Mathieu Bihet (MR) l'a encore appelé en commission de l'Énergie, mardi.

Les crispations entre la N-VA et le MR sur le cliquet inversé, c'est le remake de ce qui s'est passé en avril dernier

C'est un remake de ce qui s'est déjà passé en avril: le gouvernement avait fini par débloquer 80 millions. Cette fois-ci, le MR a calculé que ce sont cent millions d'euros (les « gains » faits par l'État sur cette augmentation) qui devraient être ristournés aux Belges. Le ministre des Finances, Jan Jambon (N-VA), a rappelé que le système « entraîne un coût budgétaire considérable ». « Plafonner le prix du diesel à 2 € pendant 30 jours reviendrait à environ 200 millions d'euros par mois », a-t-il dit au Parlement.

RENDEZ-VOUS JEUDI SOIR

D'ici jeudi, plusieurs réunions intercabines devraient permettre d'avancer sur les différents dossiers. Il sera aussi question d'avoir une vue plus nette de l'état des lieux des mesures d'économie déjà prises, mais pas encore réalisées. Le ministre de Budget, Vincent Van Peteghem (CD&V), a déjà évoqué plus de 4 milliards d'euros. Ces milliards-là pèsent aussi lourdement. ■



Lundi, le Premier ministre n'a pas fait un tabac parmi ses partenaires. © P. De Smedt

LES COMMUNISTES AU POUVOIR EN WALLONIE ? EN 2029, UNE COALITION PS-PTB-ÉCOLO N'EST PLUS IMPENSABLE

Communistes, socialistes et écologistes pourraient-ils gouverner ensemble la Wallonie en 2029 ? Le scénario reste hypothétique, mais les sondages lui donnent aujourd'hui une réalité arithmétique... Même si la méfiance persiste entre PTB et PS.



DIDIER SWYSEN

Journaliste

A lors que les élections régionales, en Europe, voient régulièrement le triomphe de la droite, voire de la droite de la droite, de l'extrême droite, si vous préférez (Pays-Bas, Italie ou lors de deux récentes élections régionales en Allemagne pour ne citer que ces pays), la gauche ne reste pas forcément prostrée dans le coin où tombent les coups.

DIE LINKE À BERLIN

En Espagne, les socialistes sont au pouvoir. À Berlin, Die Linke, le parti de la gauche radicale, a remporté les élections régionales, dimanche dernier ; ce qui lui permet d'envisager une coalition tripartite entre Die Linke, les Verts et le SPD. Un scénario qui ne semble pas du tout improbable en Wallonie si les élections de 2029 confirment les sondages actuels. Le Grand Baromètre Le Soir-RTL Info-Ipsos-VTM-HLN montre que les socialistes (29 %), le PTB (18,9 %) et Écolo (8,9 %) peuvent imaginer une majorité assez confortable de 43 sièges sur 75, si l'on se fie aux calculs du politologue de l'ULB, Pascal Delwit. C'est de la politique-fiction. Les sondages n'ont pas de valeur électorale, leur transposition en sièges reste un exercice périlleux et il reste quasi trois ans avant les élections régionales de 2029... Mais cela signifie qu'une majorité de gauche et d'extrême gauche n'est plus une chimère en Wallonie.

Cette majorité existe d'ailleurs déjà à l'échelon local, à Mons où le bourgmestre socialiste Nicolas Martin a marié sa puissante Liste du Bourgmestre et ses 22 sièges au PTB (3 sièges) et à Écolo (2 sièges). Soit dit en passant, elle existe aussi à Forest, en région bruxelloise. « À Mons, la majorité fonctionne bien, la ville se développe et sa transformation est citée en exemple. Ce



« Une participation du PTB au pouvoir peut apporter une réelle plus-value dans le cadre d'une majorité de gauche »

Germain Mugemangango
PTB

schéma fonctionne localement mais le PTB n'a pas, à ce jour, manifesté sa volonté de monter dans les gouvernements », nous a fait répondre Nicolas Martin, injoinable ce mardi.

« ILS ONT L'AIR DE BIEN S'ENTENDRE »

« Des échos que l'on en a, PS et PTB ont l'air de bien s'entendre », témoignent nos journalistes de La Province, l'édition montoise du groupe Sudinfo. « L'échevine du PTB, Céline De Bruyn, est



Magnette-Hedebouw-Leroy, trio gagnant en 2029 ? © Montage SI (D.R./Stock/IA)

très discrète et semble beaucoup plus pragmatique qu'idéologique. Disons qu'elle s'est adaptée à la majorité montoise. Après les élections, Nicolas Martin avait dit qu'il avait en face de lui un PTB modéré et constructif. » L'influence politique ou idéologique du PTB ne semble donc pas se voir très fort dans la cité montoise. Il est vrai que le rapport de force est assez déséquilibré...

« Le PTB, c'est zéro influence », intervient Georges-Louis Bouchez, président du MR et leader de « Mons en mieux ! », la seconde force politique montoise. « C'est un partenaire facile pour le PS. Le PTB est un pur suiveur d'une politique socialiste traditionnelle. À Mons, on a fermé des écoles, le PTB a suivi... »

« ALORS, LE PAYS EXPLOSE »

M. Bouchez craint-il une coalition de gauche et d'extrême gauche en 2029 ? « Non, car nous gagnerons les élections. C'est facile aujourd'hui de capitaliser sur la colère (...) On ne veut pas voir les dérives démocratiques du PTB que racontent ceux qui quittent le parti (...) Le vrai risque de la montée du PTB au pouvoir en Wallonie, c'est qu'il n'y aura plus aucun argument pour que le Vlaams Belang ne monte pas

dans une majorité en Flandre et là, le pays explose. Le PS devrait clarifier sa position d'ici les élections. » Le PTB ne partagera pas cette vision... « À Mons, les deux premières heures de stationnement en voirie sont gratuites. Voilà une mesure concrète », renchérit Germain Mugemangango, le leader du PTB au Parlement



« La vraie question est de savoir si le PTB est prêt ou a la volonté de monter dans un gouvernement wallon »

Benjamin Biard
POLITOLOGUE

wallon. « Avec le PTB au sein de la majorité, des points mauves ont été organisés lors des festivités. Ces lieux permettent de témoigner de faits de harcèlement, mais aussi de trouver refuge si certains ne se sentent pas bien. Oui, une participation du PTB au pouvoir peut appor-

ter une réelle plus-value dans le cadre d'une majorité de gauche. »

« ZÉRO CONFIANCE »

Des expériences dans quelques communes, mais « la vraie question est de savoir si le PTB est prêt ou a la volonté de monter dans un gouvernement wallon », s'interroge le politologue Benjamin Biard (UCLouvain et Crisp) qui reste, bien sûr, très prudent, faisant référence à ce que nous expliquons en lien avec la politique-fiction.

« Le PTB n'a jamais montré un grand enthousiasme et le président du PS, Paul Magnette, l'a d'ailleurs rappelé pendant la campagne de 2024. Les expériences au niveau local peuvent jouer : « Regardez, on gère et cela ne se passe pas si mal que ça », pourraient-ils dire. » Vous lirez ci-contre que la méfiance entre PS et PTB n'est pas de l'histoire ancienne. En 2019, Élio Di Rupo et Paul Magnette n'avaient discuté que quelques heures avec Raoul Hedebouw et Germain Mugemangango, pour former un gouvernement wallon. « Zéro confiance avec le partenaire, zéro remise en cause du passé, zéro rupture avec la politique actuelle », affirmait alors Raoul Hedebouw. Cela pourrait-il changer dix ans plus tard ? ■

Entre le PS et le PTB, c'est le règne de la méfiance !

Une majorité PS-PTB-Ecolo en 2029 à la Région wallonne ? Pas si vite...

« Avant de parler de majorité, il faut gagner les élections ! », lance d'emblée le président du PS. « Notre objectif est clair : changer de cap. Les politiques d'austérité ne fonctionnent pas. Avec les Engagés et le MR, tout coûte plus cher ! »

« AU PTB DE CLARIFIER SA POSITION »

Le travail des socialistes consiste donc « à convaincre les citoyens avec un projet clair, crédible et ambitieux pour améliorer la vie des gens, protéger les tra-

vailleurs face à la hausse des coûts de la vie, mieux rémunérer le travail et faire davantage contribuer ceux qui engrangent des surprofits ou accumulent des fortunes sans contribuer », renchérit-il.

D'accord, mais le PTB là-dans ? « Le PTB n'a jamais gouverné nulle part et ne semble pas vouloir gouverner au-delà des communes. C'est à eux de clarifier leur position »

Bon, allons le leur demander. « Il est logique que la question se pose au vu des sondages actuels », admet Germain Mugemangango, le leader du PTB au Parlement de Wallonie. « Tout



Paul Magnette. © Nicolas Maeterlinck

parti politique a, à un moment donné, la volonté de participer au pouvoir. Nous le faisons déjà dans plusieurs communes (...) La question, c'est de savoir avec quel PS nous pourrions éventuellement gouverner. »

Il distingue « le PS qui fait aujourd'hui des interventions cri-

tiques de la politique du gouvernement Arizona depuis l'opposition et le PS qui, lorsqu'il était au pouvoir, a lui-même mis en place le saut d'index et bloqué les salaires ».

« NE PAS ATTENDRE »

« La question est de savoir dans quelle mesure, au sein du Parti socialiste, certaines décisions prises par le passé sont aujourd'hui remises en question. C'est une discussion importante à avoir. Il ne faut surtout pas attendre une éventuelle élection avant d'agir, avec le carburant à 2,50 € le litre, les attaques contre les pensions et le pouvoir

d'achat, etc. Le rapport de force et la mobilisation permettront de faire reculer ces politiques d'austérité. Il faut se mobiliser dès maintenant », conclut M. Mugemangango.

Et Ecolo ? « Notre priorité, c'est de porter avec force notre projet d'écologie politique : face au dérèglement climatique, nous pouvons toutes et tous améliorer la vie quotidienne, renforcer la justice sociale et préparer un avenir plus désirable. Les électeurs feront ensuite leur choix. À plus de deux ans des élections, il est bien trop tôt pour imaginer telle ou telle coalition. » ■

D.S.W.

LE PATRON DE L'UCM : FAIRE PAYER LES FRAUDEURS ET LES MULTINATIONALES



BENOÎT JACQUEMART

Journaliste

Pierre-Frédéric Nyst est le président d'UCM, qui défend les intérêts des indépendants et des PME. Nous l'avons reçu dans le studio de Sudinfo. Interview.

Monsieur Nyst, comment se portent les indépendants et les PME, notamment en Wallonie ? Je vais utiliser une formule, peut-être, en vous disant que les indépendants, ils vont bien parce que ce sont des passionnés. Mais en même temps, ce sont des gens qui ont les pieds sur terre, qui sont réalistes et donc, ils savent aussi quels sont les contextes budgétaires que l'on rencontre aujourd'hui. Ils voient leurs clients qui ont des difficultés aussi avec le pouvoir d'achat. C'est très compliqué aujourd'hui.

Des faillites, des problèmes de trésorerie, du mal à boucler leur budget ?

Ils ont du mal à boucler leur budget. Il y a des problèmes de trésorerie. Mais ça, je veux dire, on a toujours des problèmes de trésorerie. Et vous parlez des faillites, c'est vrai. Aujourd'hui, le spectre de la faillite, ça fait peur. On a les chiffres, il y a de plus en plus de faillites. On a des gens qui arrivent un peu au bout. On a des restaurateurs qui nous disent : on ne va pas y arriver, cette fois-ci on jette l'éponge. À côté de ça, vous avez la création d'entreprises qui repart. On a fait notre starter Atlas il n'y a pas longtemps, et on a, en Wallonie, 14 % de créations d'entreprises en plus.

Le chômage reste très élevé en Wallonie. Vous avez un rôle à jouer en tant que PME, en tant qu'indépendants ?

D'abord, le premier rôle, c'est d'écouter les messages que le terrain, que les entrepreneurs, les indépendants nous donnent. Et c'est de porter ces messages auprès du politique. (...) On n'a jamais eu autant de défis à relever. Le vieillissement de la population, le défi climatique, la transition, le coût de l'énergie, les conséquences des guerres. On sort aussi du Covid et de la première crise énergétique. Donc, c'est vrai, ce n'est pas évident. Et on attend les entreprises aussi pour qu'elles engagent.

Une des difficultés que vous soulignez régulièrement, c'est la lourdeur administrative...

Tout à fait. Dans le cadre de cette simplification administrative, on a le « only once ». Ça veut dire qu'on

véritablement un changement de mentalité auprès de l'administration. L'administration, elle doit devenir partenaire de l'entreprise. Sa priorité, c'est d'aider, c'est d'accompagner aussi l'entreprise.

En Belgique, et singulièrement en Wallonie, les PME, c'est un poids lourd de l'économie, 98 % des entreprises. Pourquoi n'êtes-vous pas plus entendus ?

Je pense qu'on est quand même entendus. Aujourd'hui, il y a des conclave budgétaires. On va surtout demander qu'on ne touche pas à ce que nous avons obtenu. Nous avons des victoires dont on est très fiers par le passé. Au niveau fédéral, la mesure zéro cotisation, quand vous accompagnez un indépendant qui devient employeur. Il y a cette mesure qui est intéressante, qui a déjà été rabotée, mais qui existe toujours. Nous souhaitons qu'elle soit au moins préservée, qu'elle ne soit pas détériorée et, si possible, simplifiée.

On a l'impression que plus personne ne peut payer. Mais qui doit contribuer, alors ?

Je vais vous donner deux exemples. Le premier : la lutte contre la fraude fiscale. C'est quelque chose que nous avons déjà demandé. Que l'on réoriente les contrôles, notamment les contrôles fiscaux, pas sur les entreprises qui font l'effort de rentrer des documents à heure et à temps. Il y a des tas de gens qui ne rentrent pas de documents, qui ont des activités tout à fait illégales. Deuxièmement, on a beaucoup parlé des épaules les plus larges. Alors, c'est quoi, les épaules



Pierre-Frédéric Nyst, président d'UCM, dans le studio de Sudinfo. © Cawet

les plus larges ? Moi, j'ai des difficultés quand je regarde des dirigeants de PME en Belgique. Nous représentons des gens en Wallonie et à Bruxelles qui prennent des risques, qui développent leur entreprise et qui restent en Belgique. J'ai des difficultés quand je les regarde dans les yeux et qu'ils me disent : « Tiens, est-ce que c'est normal pour une multinationale d'inonder le pays de biens et de services et de payer des impôts qui sont quasiment inexistant ou qui sont nettement trop faibles ? »

Il faut taxer plus les multinationales ?

Je dis que si on doit aller vers une nouvelle taxation, que l'on ne se trompe pas de cible, c'est d'abord vis-à-vis de ceux qui ne paient rien du tout, les fraudeurs et les multinationales qui, probablement, ne cotisent pas suffisamment par rapport à l'immense majorité

des indépendants et des PME.

Revenons sur la Wallonie. On a remarqué que le plan Job Plus fait la part belle à l'intérim. (...) Est-ce que c'est trop ? L'intérim, ça fait partie du jeu. On a besoin de l'intérim, mais il faut mettre des priorités. Ici, vous avez raison. Le Job Plus a été lancé il y a quelques mois. On a les premiers chiffres : 61 % des dossiers sont captés par l'intérim.

C'est énorme, quand même.

C'est vrai. Nous avons attiré l'attention et nous l'avons dit publiquement, rendez-vous dans quelques mois, évaluons cela. Si vous voulez augmenter le taux d'emploi et créer des emplois pérennes, probablement que les primes doivent aller plutôt vers les employeurs.

Et les flexi-jobs, qu'en pensez-vous ?

Les flexi-jobs, c'est une très

Pierre-Frédéric Nyst, représentant des indépendants et des PME, se réjouit de la création de nombreuses nouvelles entreprises, mais il souligne les difficultés auxquelles le secteur doit faire face

bonne chose. C'est une réponse immédiate à un besoin qui est récurrent. Notamment en Flandre, on le voulait dans l'Horeca pour du travail saisonnier. Une entreprise d'autocars me disait aussi : je ne trouve pas de chauffeurs, je ne parviens pas à faire former des chauffeurs. Que ce soit par le Forem ou l'IFAPME, c'est beaucoup trop long. (...) Et il y a eu cette extension à certains secteurs, notamment les autocars. (...) Qu'est-ce qu'on entend aussi ? J'ai une PME avec dix personnes, je vais tous les licenciés et prendre dix flexi-jobbeurs. Il faudrait être fou qu'un patron décide de les virer tous et d'engager soit dix pensionnés, soit dix personnes à quatre cinquièmes temps. C'est une aberration en termes de gestion. Ça ne se fait pas, bien évidemment. Il faut arrêter de tirer à boulets rouges sur les flexi-jobs. Soyons de bon compte, je ne rêve pas d'une société où il n'y a que des flexi-jobs. Dans nos PME, c'est là qu'on trouve le plus grand nombre de contrats à durée indéterminée.

Le marché du travail en Belgique doit-il devenir de plus en plus flexible ?

Oui. Parce que la société est de plus en plus flexible.

Le problème du coût de l'énergie, ça se passe comment dans les petites entreprises pour l'instant ? C'est très compliqué. En fait, vous avez les indépendants qui utilisent leur véhicule et qui doivent faire le plein. C'est difficile. Certains peuvent répercuter ça sur le client, mais beaucoup

d'indépendants ne peuvent pas le faire. On a déjà eu la première crise en 2022. Qu'est-ce qu'on a fait en 2022 ? On a essayé de les aider en leur disant : c'est l'occasion de réfléchir et de passer vers une transition énergétique. C'est facile à dire, on va passer à l'électrique mais ce n'est pas si simple. (...) En deux mots, qu'est-ce qu'on veut sur l'énergie ? On veut être rassuré. On veut de l'énergie en suffisance. Et avec un prix abordable. (...) Et quand je vous dis qu'on a besoin d'être sécurisés, il y a des endroits en région wallonne où on nous dit : attention, les infrastructures sont trop légères, il y a un risque de congestion, il y a un risque de devoir fermer certains départements, certaines entreprises, je pense notamment au dossier de la Boucle du Hainaut.

Les pouvoirs publics devraient-ils aider les entreprises face au prix du diesel, etc. Ou bien non ?

La tentation est très grande de dire : tiens, à un moment, quand on arrive à 2 euros le litre, il faut bloquer, c'est le cliquet inversé, etc. Ça coûte un porte-avions. Je ne sais pas trop si on doit travailler de cette façon-là. ■

À noter : Interview complète sur Sudinfo.be

LE SOIR

Bilan d'une rentrée peu académique

Réforme de l'Etat, nouvelles taxes, gel de l'index ou leçons flamandes aux Wallons : la rentrée politique a été riche en déclarations, ballons d'essai et vieilles recettes ressorties des tiroirs. Petit bilan, forcément subjectif, de quelques semaines où la Belgique politique n'a pas toujours fait dans l'académique.

BERNARD DEMONTY

Ils et elles ont donné leurs interviews, prononcé des discours ici et là. Instantanés d'une rentrée politique pas toujours conventionnelle...

La réforme de l'Etat : chassez-la par la porte, elle revient par la fenêtre
C'étaient les quatre mots qu'on ne prononçait pas depuis la formation de l'Arizona, mais à la surprise générale, Bart De Wever les a balancés sans ménagement alors que les plages d'Ostende étaient encore pleines. « Réforme de l'Etat ! » Une sorte d'accord tacite prévalait pourtant jusque-là : on sait que Bart De Wever est chargé des réformes institutionnelles, mais on ne parle pas de la « chose » avant la fin de la législation. Mais le Premier ministre a décidé de glisser ici et là sa petite idée : discrètement dans le podcast *Face B* de RTL

d'abord, ici et là dans les conversations avec des journalistes ensuite, puis tambour battant en commission des réformes institutionnelles à la Chambre. « Je pense qu'on va encore procéder à un exercice d'assainissement dans l'entité 1 (le fédéral, NDLR), et ce sera terminé. Mais je pense que le prochain assainissement – et cela devrait être un effort d'importance – s'accompagnera d'une réforme institutionnelle. » Boum ! Il a ajouté : « Nous nous approchons d'un moment intéressant dans l'histoire communautaire de notre pays. » Bart De Wever a refusé de détailler son projet personnel (notre petit doigt nous dit qu'une régionalisation des soins de santé ne lui déplairait pas). La presse francophone est restée zen – au point de susciter des articles dans la presse flamande pour s'en étonner. Les partis de la majorité aussi. Mais cette incursion décontractée en terrain miné a étonné. Certains y voient une manière de faire peur au MR et aux Engagés pour qu'ils concluent un accord budgétaire (« Sinon vous savez ce qui vous attend »), d'autres une façon de répondre à la montée du Vlaams Belang dans les sondages et d'autres encore y décèlent une façon de préparer les esprits à la prochaine étape, en fin de législature. Bref, c'est le scoop de l'été : Bart est toujours nationaliste.

Pour ou contre les taxes : le MR des villes et le MR des champs

Il l'a dit en juin, en juillet, en septembre (il était sans doute en vacances en août) et nous l'a encore répété avant-hier soir : le président du MR, Georges-Louis Bouchez, n'acceptera aucune nouvelle taxe dans les discussions budgétaires en cours. On sait que cette position est considérée dans les autres partis comme « gouvernementicide » tant les CD&V, Engagés, Vooruit voire N-VA considèrent qu'on ne peut pas redresser les finances sans fiscalité. Mais qu'en pense son vice-Premier, David Clarinval, qui risque de se retrouver bien seul quand débutera (vraiment) la négociation ? On se permettra de pointer une petite différence de ton, sinon d'avis.

« Essayons de le faire sans aucune taxe. Au pire, il y aura un neuvième (de taxes), comme l'accord du gouvernement le prévoit. Mais on ne doit pas d'ores et déjà dire, comme certains de mes collègues, il faut des taxes. » On ne prétend pas enseigner les mathématiques mais un neuvième de l'effort budgétaire en fiscalité, c'est plus que zéro...

Le grand lâcher de ballons (d'essai)

Dans le film d'animation *Là-haut*, le héros, Carl, parvient à faire décoller sa maison vers le paradis en y attachant une nuée de ballons de toutes les couleurs. On s'est cru plus d'une fois devant une de ces scènes en 3D durant cette rentrée politique, tant les fuites et autres petites idées fleurissaient comme autant de ballons d'essai. Un jour c'est Sammy Mahdi, le président du CD&V, qui veut geler l'index, « mais juste celui des chômeurs ». Un autre, c'est une petite étude de l'Inami, très N-VA compatible, qui propose une franchise, soit un montant en deçà duquel les médicaments ne sont pas remboursés. On épinglera aussi le plan à 17 milliards du MR, qui prévoit la fermeture de 60 gares ou les quinze versions différentes d'un impôt sur le patrimoine, la fortune, les revenus du capital, les épaules les plus larges – biffez la mention inutile. Pas sûr qu'on fera décoller les finances de la maison Belgique vers le paradis avec ces ballons de fancy-fair.

La N-VA dit aux Wallons que leurs caisses sont vides (ils le savaient)

Drôle d'ambiance, aux fêtes de Wallo-

nie, samedi, à Namur. Invité d'honneur, le ministre-président flamand, Matthias Diependaele (N-VA), est entré dans le théâtre de Namur comme un nationaliste dans un magasin de belgi-cains. Il a indiqué qu'il était indépendantiste (on le savait déjà), qu'il voulait une réforme de l'Etat (on le savait déjà) et que Claude François chantait *Le téléphone pleure* (vous le saviez ?). Dans un discours aux accents paternalistes, il a appelé les Wallons à prendre confiance en eux, ce qui pourrait un jour les amener à demander leur indépendance (ça, on l'ignorait). Le lendemain, sa présidente de parti n'était pas plus délicate. On vous met un petit extrait (à ne pas reproduire chez vous). « Pourquoi la Flandre réussit-elle mieux ? Parce que nous avons toujours été attentifs à nos finances. (...) Il est grand temps que la Wallonie et Bruxelles en prennent exemple. Parce que ce sont leurs résultats qui pèsent toujours plus sur le résultat fédéral. Il est grand temps que les politiciens francophones ET leurs médias le disent clairement à leur opinion publique : il n'y a plus d'argent. » Passons sur le fait que le Bureau du Plan avait publié deux jours plus tôt un rapport, largement médiatisé côté francophone, sur les difficultés financières des entités francophones. Passons aussi sur notre Grand Baromètre, qui enregistre une plus grande inquiétude côté francophone que flamand sur le budget. Et suivons la recommandation de la bienveillante présidente. Chers lecteurs et lectrices, il n'y a plus d'argent (mais vous le saviez déjà).

« L'Europe ouvre une occasion unique de débudgéter quatre milliards dans le rail »

En plein débat budgétaire, le ministre de la Mobilité, Jean-Luc Crucke (Les Engagés), soulève la possibilité de débudgétiser 0,6 % du PIB investis dans la transition énergétique en 2027 et 2028.

ÉRIC RENETTE
ENVOYÉ SPÉCIAL À BERLIN

Cela m'étonne que personne n'en ait parlé. Même au Conseil européen informel des ministres du Transport, lundi à Dublin, personne ne l'a évoqué. Pourtant, c'est une occasion unique qu'on ne peut pas louper. » De passage au grand rendez-vous bisannuel européen du rail InnoTrans à Berlin, Jean-Luc Crucke (Les Engagés), le ministre fédéral de la Mobilité et du Climat, est venu avec une bonne nouvelle pour le secteur ferroviaire de Belgique.

Une occasion qui ne se représentera pas

C'est qu'il vient d'apprendre que l'Europe a inscrit les investissements liés à la transition énergétique dans les matières sujettes à débudgétisation, comme la défense. « L'Europe considère



Le ministre l'assure, retirer 0,6 % du 1,5 % du PIB potentiellement débudgété pour les investissements dans la défense ne devrait pas poser de problème. © PIERRE-YVES THIENPONT.

environ dix milliards par an) ne devrait pas poser de problème, la défense n'arrivera pas à un tel montant annuel.

Présent également à Berlin, Benoît Gilson, le CEO d'Infrabel, la société qui

déposer de nouveaux projets. Qui s'ajoutent, souligne le ministre, au premier effort inscrit dans l'accord gouvernemental d'une réduction fiscale de 40 % accordée aux dépenses liées aux à

Environ 50.000 emplois et 9,4 milliards d'euros : le poids méconnu du rail belge

Infrabel, le gestionnaire du réseau ferré en Belgique, veut mettre en avant le savoir-faire belge en matière de rail. A Berlin, le plus grand salon ferroviaire européen est l'occasion de le faire valoir. Benoît Gilson, le CEO d'Infrabel, résume en quelques chiffres un secteur souvent ignoré : en Belgique, il y a un écosystème qui rassemble plus de 2.400 entreprises (94 % de PME) pour le rail, soit environ 50.000 emplois et un chiffre d'affaires de 9,4 milliards. Le marché mondial représente plus de 200 milliards chaque année. Et l'Unife prévoit une croissance annuelle d'au moins 3 % par an jusque 2029, dont 1,3 à 1,5 milliard chaque année rien que pour Infrabel.

Benoît Gilson souligne aussi que l'investissement dans le rail multiplie les vertus en jouant sur la mobilité, l'économie, l'énergie, le climat et l'emploi. D'où l'intérêt de

dans les dossiers Infrabel). La présence groupée du secteur belge, promu à Berlin par l'Awex, ouvre donc de nombreuses perspectives. Et implique également des contrats d'investissements pour rester à la pointe.

Il en va ainsi d'un nouveau contrat qui va être signé à Berlin avec Siemens (215 millions sur onze ans) pour garantir la mise à (haut) niveau des nombreux systèmes numériques de sécurité, y compris la lutte contre les cyberattaques. Ce sont aussi des investissements dans le système de télécommunication entre le réseau et les trains : on passe du système ETCS au niveau supérieur, le FRMC (Future Railway Mobile Communication System) qui va remplacer le GSM-R actuel (qui garantit le transfert d'information entre le réseau et les trains) dans une version moderne en 5G. Un marché de près de 180 mil-

que, dans le cadre de la défense, les Etats membres peuvent débudgétiser 1,5 % de leur produit intérieur brut annuel (c'est-à-dire que cette partie ne compte pas dans le calcul du déficit, NDLR). Dans ceux-ci, elle accepte d'intégrer 0,6 % pour des investissements liés à un autre type de défense, celui du climat. C'est tout à fait le cas des investissements dans le rail. Traduction de 0,6 % de notre PIB annuel : environ quatre milliards par an. Pour notre budget 2026, c'est trop tard, mais c'est une occasion unique à ne pas rater pour 2027 et 2028. » En plein début des négociations budgétaires au fédéral, l'annonce n'est ni gratuite ni anodine. Et le ministre l'assure, retirer 0,6 % du 1,5 % du PIB potentiellement débudgété pour les investissements dans la défense (soit

réalise les investissements sur le rail en Belgique, ne pouvait qu'apprécier la perspective. Encore faudra-t-il que le ministre convainque ses collègues du gouvernement fédéral de saisir cette « occasion unique » là où tous les secteurs vont être appelés à faire des efforts. « Et c'est sans doute ce qui va arriver pour le rail aussi », reconnaît Jean-Luc Crucke.

L'Europe entend autoriser une exception budgétaire à la défense et aux investissements assurant la transition énergétique, la protection du climat ou la sortie des énergies fossiles, à condition qu'il s'agisse de nouveaux investissements. Il ne s'agit visiblement pas d'essayer de refiler, une fois encore, les dossiers historiques du RER ou de l'axe Bruxelles-Luxembourg, mais bien de

l'amélioration énergétique et climatique. Sans oublier que, pour Jean-Luc Crucke, un euro d'argent public dans le rail se traduit par deux euros supplémentaires d'argent privé.

Bref, voilà de quoi mettre en ardeur l'écosystème belge en matière ferroviaire que l'Agence wallonne à l'exportation (Awex) et Infrabel sont venus valoriser à InnoTrans. « On ne met pas assez souvent en avant cet aspect important de notre économie, on est sans doute trop modestes », résume le ministre en recensant plus de 2.400 entreprises et 50.000 emplois liés au secteur. Pour lui, le rail doit être reconnu comme une fierté nationale. Et traité comme tel. Reste à voir comment les négociateurs du budget fédéral vont intégrer ce bel enthousiasme ferroviaire...

mieux faire connaître le savoir-faire belge en la matière. Avec d'incontestables points d'excellence. La Belgique est le deuxième pays à avoir achevé l'équipement complet de son réseau au niveau européen pour le système de sécurité ETCS. Une maîtrise que le gestionnaire belge exporte vers le Maroc, la Grèce, mais aussi vers la France ou l'Allemagne (douze contrats en cours). Des contrats qui impliquent à leur tour les fournisseurs belges (90 %

lions d'ici 2032. Ces « mises à niveau » permettent au rail belge de rester à la pointe de l'équipement, mais aussi d'assurer une forme de « ruissellement » d'excellence vers les fournisseurs qui, à leur tour peuvent le faire valoir auprès de leurs autres clients. « Dans le domaine ferroviaire on est sans doute trop modeste », a résumé le ministre fédéral de la Mobilité, Jean-Luc Crucke. Pourquoi le rester ? E.R.

La Libre BELGIQUE

Les médecins devront “rendre des comptes” sur leurs pratiques médicales

■ L'Inami a élaboré un plan pour mieux utiliser les budgets des soins de santé.

Les médecins qui prescrivent des médicaments, des examens ou des incapacités de travail avec un peu trop de légèreté se feront à l'avenir taper sur les doigts.

L'Inami (l'Institut national d'assurance maladie-invalidité) lançait en juin un plan “Appropriate Care” (Soins appropriés ou Soins efficaces) visant une utilisation plus efficiente des moyens budgétaires mis à la disposition du système de soins de santé.

Ce plan “part du constat qu'il y a des gaspillages dans le système”, expliquait en juillet à *La Libre* Pedro Facon, l'administrateur général de l'Inami. “Ce n'est pas toujours de la fraude. Parfois, c'est: ne pas donner le bon soin au bon patient, au bon moment, par le bon professionnel... On dépense de l'argent inutilement ou on dépense trop d'argent pour le résultat obtenu. Il y a de la surconsommation dans certains secteurs: toujours trop d'imageries médicales, par exemple, pour de simples lombalgies; ou bien des antibiotiques prescrits pour des infections virales. On constate aussi des variations énormes entre institutions de soins et professionnels de santé.”

L'Inami veut donc mettre de l'ordre dans les pratiques médicales. Pour ce faire, elle a franchi lundi une nouvelle étape dans l'implémentation du plan Appropriate Care en publiant 29 “fiches action” pour les années 2026 et 2027. Si certaines portent sur les structures, d'autres visent directement “l'amélioration des pratiques de soins”.

Comparaison des activités médicales

Il est ainsi prévu de mettre à la disposition des soignants “des statistiques individuelles détaillées sur leurs prestations”, dicit la fiche opérationnelle numéro 2. Ces statistiques doivent permettre “d'objectiver certains écarts par rapport aux bonnes pratiques médicales”. “Dans un second temps, les statistiques d'activité devront [permettre] aux prestataires de comparer leur activité avec celle de leurs pairs.”

La fiche 4, beaucoup plus sensible, prévoit “un suivi” des soignants qui s'écarteraient trop d'indicateurs de référence, établis sur la base des évidences scientifiques (evidence-based). Des initiatives ont d'ailleurs déjà été prises pour l'imagerie médicale, les antibiotiques ou les médicaments de type IPP (anti-acide).

“Le caractère inutilement coûteux ou superflu des prestations fournies par les prestataires de soins peut être évalué sur la base d'indicateurs de déviation manifeste par rapport aux

bonnes pratiques médicales, lit-on dans cette fiche. [...] En cas de dépassement de la valeur seuil, le prestataire de soins peut être appelé à rendre des comptes. Si ce dépassement ne peut être justifié, des mesures correctives peuvent être mises en œuvre.”

Le Service d'évaluation et de contrôle médicaux (SECM) de l'Inami devra déterminer sur la base des signalements reçus “si un suivi ou des mesures supplémentaires s'imposent, y compris la demande de justifications aux prestataires de soins”. “En fonction de la justification fournie, des mesures peuvent être envisagées.”

Flicage des médecins

L'Inami n'est-elle pas en train de mettre en place un flicage des médecins? “C'est la crainte”, répond Lawrence Cuvelier, président du syndicat de médecins GBO. “En même temps, poursuit-il, ces dernières années, des mesures ont été prises pour certains déviants qui ont accablé toute la profession.” Le remboursement des téléconsultations avait par exemple été supprimé en 2025 parce que quelques généralistes avaient fait déraiper tout le système. “On est forcé de se dire que des mesures de contrôle d'abus sont

mieux que des punitions collectives.”

Le GBO plaide cependant pour que le SECM ne soit pas à la fois l'instance d'évaluation des pratiques médicales et le pouvoir sanctionneur. Il demande que l'évaluation soit confiée à un autre organisme, la Commission de profils des médecins généralistes et spécialistes de l'Inami, qui jouerait un rôle de sas avant l'éventuelle confrontation avec le SECM. “Le médecin doit pouvoir se justifier sans avoir une épée de Damoclès au-dessus de sa tête, sans avoir la crainte qu'une sanction va tomber parce qu'il aurait donné un certificat médical un peu plus long que de coutume, alors qu'il avait de bonnes raisons de le faire”, explique Anne Gilet,

vice-présidente du GBO. Selon la logique qui s'applique aux soignants, le plan Appropriate Care prévoit aussi un suivi des pratiques de soins en hôpital. “Les 29 fiches action ne constituent pas une liste exhaustive de toutes les initiatives, conclut le plan. D'autres initiatives pourront être ajoutées, adaptées ou approfondies.” Un plan 2028-2029 est d'ores et déjà annoncé.

Antoine Clevers

“Le caractère inutilement coûteux ou superflu des prestations fournies par les soignants peut être évalué sur la base d'indicateurs.”

Plan Appropriate Care 2026-2027

